

Document

Crise Grecque: Un nouveau plan de rigueur encore plus dur au programme

(20minutes.fr)

Le 15 juin 2011

La Grèce va de nouveau devoir se serrer la ceinture. Sur fond de crise sociale et politique, le Parlement grec commence ce mercredi l'examen d'un nouveau plan de rigueur qui doit être voté d'ici à la fin du mois.

28 milliards d'euros

Le Premier ministre, George Papandreou, a durci les mesures d'austérité, condition exigée par l'UE et le FMI pour débloquer une tranche de 12 milliards d'euros d'aide supplémentaire. Et pour que la Grèce obtienne un deuxième plan de sauvetage.

Le gouvernement prévoit désormais plus de 28 milliards d'euros d'économies d'ici à 2015, dont 6,4 milliards rien que pour l'année 2011.

Hausse de la fiscalité

Les taxes sur les boissons non alcoolisées, l'automobile, les piscines, le secteur de la restauration ou encore l'immobilier vont encore augmenter. Les exonérations fiscales seront de leur côté diminuées et une contribution exceptionnelle va entrer en vigueur.

Les fonctionnaires seront aussi lourdement mis à contribution. Après la suppression de leur 13^e et 14^e mois, leur salaire va baisser et un cinquième des effectifs doit être supprimé.

Privatisations

L'Etat va également augmenter ses coupes budgétaires dans les aides sociales et renforcer la lutte contre le travail au noir. Banques, transports, énergie, paris sportifs: les privatisations doivent quant à elles être accélérées pour un gain de 50 milliards d'euros d'ici à 2015.

Grogne sociale

Mais ce plan de rigueur passe très mal auprès de la population alors que le chômage s'envole à plus de 16% et que la récession s'aggrave.

Les syndicats ont appelé ce mercredi à une grève générale contre le «bradage du pays». Et les mobilisations se multiplient depuis le mois de mai pour s'opposer à cette vague d'austérité.

Crise politique

Le Premier ministre se heurte également aux critiques des parlementaires de l'opposition conservatrice mais aussi de sa majorité. Un député socialiste, George Liani, a même démissionné mardi. «Il faut avoir la cruauté d'un tigre pour adopter de telles mesures. Ce n'est pas mon cas», a-t-il expliqué dans une lettre au président du Parlement pour justifier son départ.